



Déclaration préalable

CDEN de vendredi 25 septembre 2020

Ce CDEN de rentrée est aussi l'occasion de dresser un premier bilan : non, cette rentrée n'est pas une rentrée comme les autres.

La pandémie de COVID 19 est toujours à l'œuvre, les contaminations repartent à la hausse et les fermetures de classes et d'établissement se multiplient. Vous ne pouvez plus renvoyer la gestion sanitaire et pédagogique des écoles et établissements au local. Cela constitue une source d'inquiétude pour les personnels qui se sentent livrés à eux-mêmes et aucunement épaulés par leur hiérarchie. Au-delà de l'angoisse que génère cette situation, le manque de visibilité sur ce qui pourrait arriver dans les prochaines semaines est préjudiciable à l'ensemble du système éducatif. L'ARS ne peut demander aux directeur-trices d'école de faire son travail en organisant le planning des prises de RDV pour les tests par exemple.

Depuis le mois de mai, la FSU de l'Oise et ses syndicats alertent sur la nécessité de faire un bilan des périodes de confinement et de dé-confinement afin de préparer au mieux la rentrée dans un contexte de retour en force de la pandémie. Car ce sont bien les personnels qui ont tenu l'école à bout de bras durant cette période et non les annonces contradictoires émanant du ministère et le manque de cadrage au niveau départemental. Il faut donc tenir compte de leur expérience. Pourtant, force est de constater que rien n'a été anticipé et qu'aucune adaptation pédagogique n'a été pensée en cas de deuxième vague. Et les enfants dans tout cela ? A aucun moment ils-elles ne sont considérés, pris en compte, écoutés. Pire les évaluations CP-CE1, fortement dénoncées ici par beaucoup d'organisations de cet hémicycle, sont utilisées aussi pour sonder les élèves sur leur ressenti du confinement, plusieurs mois après... Nous vous rappelons que des enfants ont perdu des proches durant cette période : où est la « bienveillance » ?

De nombreux jeunes ont déjà été fortement pénalisés par le confinement qui a été un accélérateur des inégalités scolaires. L'*enseignement* à distance mis en place dans l'urgence sans moyens suffisants n'a pas permis une réelle continuité pédagogique et a pénalisé les élèves les plus fragiles. Malgré le risque d'augmentation du décrochage et des sorties sans qualifications, aucun moyen significatif n'a été mis en œuvre pour prendre en compte cette urgence alors que d'autres pays l'ont fait.

La FSU demande de tout mettre en œuvre pour permettre la poursuite des apprentissages de tous les jeunes scolarisés. Pour cela, il nous semble important de prévoir en urgence des recrutements supplémentaires pour permettre les remplacements de personnels en isolement maintenant ou malades et de recruter de nouveaux enseignant-es pour permettre de multiplier les groupes à effectifs réduits ou pour pouvoir mettre en œuvre un enseignement à distance pour les élèves qui seraient obligés de rester à la maison. Cela doit passer par l'ouverture et le réabondement de toutes les listes complémentaires aux concours.

Dans le contexte sanitaire particulier que nous vivons, il faut enfin repenser les priorités pédagogiques et éducatives. La FSU demande encore une fois de prévoir des allègements de programmes pour le second degré, de renoncer aux évaluations standardisées en CP-CE1, en sixième et en seconde ou encore de mettre en pause les dispositifs pédagogiques comme la co-intervention ou le chef d'œuvre en lycée professionnel afin de récupérer des heures d'enseignements et ainsi diminuer la perte d'heures de formation due à la pandémie. Un an après le suicide de Christine Renon, directrice d'école à Pantin, il est urgent de soutenir et d'accompagner les directrices et directeurs.

Si l'enseignement à distance doit être mis en place, l'ensemble des élèves et des personnels doit être équipé par leur employeur, les enseignant.es doivent être formés et accompagnés tout en gardant leur liberté pédagogique.

La situation sanitaire est aujourd'hui utilisée pour mettre en place un projet d'école qui ne satisfait pas les personnels. Elle en est même un accélérateur. On pourrait aisément reprendre les propos de Naomi Klein et l'appliquer à notre institution en parlant de stratégie du choc scolaire. Une stratégie basée sur l'individualisation des parcours de nos élèves, un *new-management* sordide des équipes, la déprofessionnalisation des enseignant·es qui deviennent de simples passeurs d'évaluations standardisées ou des remplisseurs ou remplisseuses de tableaux et d'indicateurs et plus des concepteur·trices d'apprentissage. Est-ce de cette école que nous voulons ? Assurément pas.

Après des semaines de confinement, nous avons assisté à un violent *profbashing* savamment orchestré par le ministère. Le ministre peut clamer qu'il fait confiance aux enseignant·es et aux personnels de l'éducation, il peut dire qu'il reconnaît leur investissement, cela ne suffit plus. Journée de carence, Gel du point d'indice, augmentation de certaines cotisations, depuis 15 ans, les enseignant·es ont perdu près de 10% de pouvoir d'achat. La revalorisation des salaires est urgente pour les directrices et directeurs évidemment mais aussi pour l'ensemble des personnels. Les mots ne suffisent pas, seuls les actes comptent.

Plus généralement, il y a une forte inquiétude des personnels de l'éducation nationale : l'épidémie progresse à nouveau, des mesures sont arrêtées limitant les rassemblements à trente personnes pourtant dans le département des classes de 35 élèves existent toujours ! Le virus s'arrêterait-il à la porte des écoles ? Nous avons l'impression d'une navigation à vue dans un but uniquement économique : préserver les entreprises, faire en sorte que leurs salarié·es viennent travailler sans penser à la santé des personnels.

La rentrée scolaire en lycée se fait donc déjà dans des conditions anxiogènes pour les élèves et les enseignant·es. Pourtant, certains chefs d'établissement de notre département ont entrepris de présenter aux collègues médusé·es des tableaux faisant état des taux de fréquentation des options et du taux d'abandon de certaines spécialités en Terminale. À l'anxiété liée aux conditions sanitaires, il faut maintenant ajouter l'angoisse de voir son option ou sa spécialité disparaître par manque de rentabilité (ce que les chefs d'établissement ne cachent pas puisqu'ils concèdent que la survie de telle option ou de telle spécialité a un coût qui a été décidé localement en CA). Les collègues sont mis·es en compétition et pointé·es du doigt. Les parents d'élèves ne sont-ils pas en droit de savoir que la rentabilité d'une discipline est maintenant clairement au cœur de l'éducation en lycée ?

Pour finir, le plan de relance du gouvernement oublie complètement les services publics et leurs agent·es. Nous voyons où est la priorité : sauver les entreprises et particulièrement les plus grandes. Nous invitons les tenant·es de l'ordre libéral, celles et ceux qui pointent du doigt un état qui scléroserait l'économie à revoir leur philosophie car si les pertes sont mutualisées, les profits doivent être partagés ! Nous avons assurément besoin d'un autre monde.

Enfin, dans notre département, près de 20% de nos élèves sont affecté·es dans une école ou un collège d'éducation prioritaire. Suite aux annonces du ministère et la publication d'un rapport parlementaire, nous sommes très inquiet·es de l'avenir des politiques d'éducation prioritaire. Nous proposerons donc à ce CDEN le vote d'une motion sur cette question.